

La voix de l'opposition de gauche

Mélenchon : Vive la Constitution, vive la régionalisation, vive la BCE, vive l'UE !

(libération.fr)

20.07.2011

Interview : Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à la présidentielle. (Notre commentaire entre parenthèses. Le titre est de La voix de l'opposition de gauche.)

Quelles sont vos premières impressions de candidat ?

Notre premier meeting à Paris a été un déclic. Le point de départ d'un cycle conquérant après une année où le Front de gauche a fait ses preuves dans la bataille des retraites et dans les urnes avec un score à deux chiffres [10,38%, ndlr] aux cantonales.

(*"la bataille des retraites"*, il l'a torpillée en proposant un référendum, comme sur La Poste !)

Vous voyez toujours la primaire PS comme un «PMU politique» ?

Là où il y en a eu, les primaires ont désintégré le parti qui les portait. En Italie, le résultat a été tragique : une raclée face à Berlusconi, la destruction de la gauche organisée dont il ne reste qu'une chose sans colonne vertébrale nommée Parti démocrate... Les primaires sont une machine à niveler. Les sondages poussent les électeurs vers le moins dérangeant. Les primaires produisent donc des divisions surjouées entre copies conformes. Mais peut-être que les socialistes vont trouver la formule magique ! Je leur souhaite bonne chance.

(Cela ne le dérange pas que ce ne soit pas les adhérents d'un parti qui choisissent leur candidat, peut-être parce qu'ils se ressemblent tous et ont le même programme...)

Le PS et Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) discutent programme, pourquoi le Front de gauche n'en est-il pas ?

Nous sommes prêts au débat. Mais qu'il soit public. Ce qui nous sépare sera ainsi tranché par le suffrage universel.

(Baratin sans intérêt quand on a un programme soumis au remboursement de la dette de l'Etat !)

Ne craignez-vous pas d'apparaître en diviseur ?

Non. A l'heure actuelle, à gauche, il n'y a qu'un seul pôle de rassemblement et de stabilité : le Front de gauche. Sauf erreur, il n'y a pas de programme commun du PS et d'EE-LV... Ils en sont loin.

(Baratin sans intérêt quand on a un programme soumis au remboursement de la dette de l'Etat !)

Mais ils discutent...

Certes, ils ont en commun le oui au traité de Lisbonne. Mais, à présent, Aubry et Hollande font de la surenchère à la rigueur. Ils veulent revenir à 3% de déficit public en un an. Leur programme, c'est donc une politique de superaustérité ! Eva Joly accepte ça ? Pas nous. Les électeurs ont donc un choix clair.

(Jusqu'au deuxième tour où vous rejoindrez le candidat du PS des 3%, cela aussi c'est très clair.)

Justement sur l'Europe, qu'est-ce qu'un Mélenchon président proposerait pour régler la crise de l'euro ?

Les Etats de l'Union doivent pouvoir emprunter directement auprès de la Banque centrale européenne pour étouffer la spéculation. Et il faut aussi arrêter «l'Europe passoire», sans visas sociaux et environnementaux pour les marchandises, relocaliser un maximum de productions. Le reste doit se faire par coopération négociée. Certains appellent ça «démondialisation». Je préfère parler d'«altermondialisme».

(Vive la BCE ! Le voilà altermondialiste maintenant, qu'est-ce qu'il n'aura pas essayé ?)

Qu'attendez-vous du sommet de l'UE sur la situation de la Grèce ?

Nous payons cher le refus de punir la spéculation. Les dirigeants actuels sont aveuglés par leurs dogmes libéraux. La capitulation de Papandréou a facilité la contagion spéculative et l'aveuglement libéral. Il faut changer de méthode ! Résistons ! La BCE doit racheter la dette grecque avant qu'il ne soit trop tard. Elle doit permettre l'emprunt direct auprès d'elle pour tous les Etats de l'Union. Il faut étouffer la spéculation, pas les peuples.

(Vive la BCE... qui "étouffe" les peuples ! Mélenchon n'est pas franchement concerné.)

Vous parlez de «planification écologique». L'Etat doit-il tout organiser pour régler les problèmes environnementaux ?

La planification écologique consiste à rétablir les avantages du temps long dans la gestion publique pour garantir le respect de l'écosystème. Il faut d'autres méthodes de travail, de production, d'autres énergies... Mais ce n'est pas à l'Etat de tout planifier. C'est davantage une logique locale. L'Etat doit être l'organisateur des réseaux, le diffuseur des techniques, le gardien des objectifs, et l'échelon local l'inventeur démocratique et le maître d'œuvre.

(Vive la régionalisation, vive l'UE !)

Vous êtes pour la sortie du nucléaire, et les communistes contre...

Ce débat traverse toutes les organisations politiques, sauf EE-LV et le Parti de gauche. Le Front de gauche s'est accordé sur trois idées : sortie des énergies carbonées, effort de recherche et d'innovation dans les énergies alternatives, référendum sur le nucléaire. Les socialistes en restent, eux, aux vieilles recettes.

(Pour, contre, qu'est-ce que cela peut foutre puisque ce pousse-mégôts s'accommodera des "vieilles recettes" en échange d'un poste ministériel.)

Vous souhaitez instaurer un plafond de 5% de contrats précaires dans les grandes entreprises et 10% dans les petites. Est-ce la bonne méthode pour inciter à embaucher en CDI ?

C'est la seule. Le CDI doit redevenir la norme de l'ordre public social. Des gens qui ont peur du lendemain sont moins épanouis au travail et dans la société que des gens qui sont stabilisés. Le Front de gauche veut aussi titulariser les 850 000 précaires des trois fonctions publiques [d'Etat, territoriale et hospitalière, ndlr].

(Souhaitez la précarité, en voilà une mesure progressiste, courageuse, audacieuse, réactionnaire en fait !)

Mais si les entreprises choisissent ce type de contrat, c'est aussi parce qu'elles n'ont pas les moyens de multiplier les CDI...

Non. Ce sont de purs effets d'aubaine. Le pays a vécu avec le CDI comme règle pendant ses meilleures années de plein-emploi : les Trente Glorieuses. Qu'est-ce que le pays a gagné depuis que la précarité s'est généralisée ? Une décomposition de tous les liens sociaux.

(Ce font en réalité les "Trente Glorieuses" qui ont préparé les esprits à accepter finalement la précarité ou tout du moins qui ont fait en sorte que la classe ouvrière ne soit en ordre de combat au moment où l'austérité s'abattra sur elle, ce que ne peut pas dire Mélenchon qui a justement quitté l'OCI pour le PS pour échapper personnellement à l'austérité.)

Autre mesure : le salaire maximum. N'est-ce pas une atteinte au principe constitutionnel de libre-entreprise ?

La Constitution permet de fixer un salaire minimum, elle permet donc un salaire maximum. Et le rapport de 1 à 20 est quand même large ! N'importe quel chef d'entreprise peut décider de se payer plus, mais il faudra qu'il en fasse autant avec le dernier arrivé en bas de la grille salariale. Les socialistes ont repris l'idée mais pour la limiter aux entreprises publiques. C'est de l'esbroufe !

(Il en connaît un rayon dans ce domaine, le voilà qui se réclame de la Constitution !)

Quelles sont vos propositions en matière de fiscalité ?

Je suis opposé à la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu. L'impôt doit être adapté aux capacités de chacun. Il faut remonter à 14 tranches, dont la dernière à 100%. Tout ce qui est au-delà de 365 000 euros par an - soit 0,05% du total des contribuables - revient dans les caisses de l'Etat. On ne peut pas écrire partout «Liberté, Egalité, Fraternité», avoir des gens qui ont des revenus 450 fois supérieurs à la norme et 8 millions de pauvres.

(Le populisme dans toute sa splendeur ! C'est quoi la norme ? Il a dû faire ces calculs à partir de ses propres revenus pour ne pas se voir imposer à 100%, un malin ce Mélenchon !)

Que visez-vous dans cette élection ?

Une alternative gouvernementale réelle ! Nous sommes la nouvelle résistance qui fait renaître l'idée d'un partage radical des richesses. Pour cela, je veux ramener 2 à 3 millions d'électeurs socialistes vers le Front de gauche. Mais je n'exclus pas une accélération de l'histoire sous l'effet de la crise. Dans ce cas, nous pouvons gagner. Nous serons alors le cœur d'un nouveau front populaire.

(Un poste ministériel pardi ! Il rame pour le PS et sa pomme. Il a été ministre de l'Enseignement professionnel sous Chirac à partir de 2000, alors un Front populaire ne lui fait pas peur.

Dans cet interview vous avez lu quelque part qu'il entendait rompre avec l'UE, la BCE, le FMI, la Constitution et les institutions de la Ve République, qu'il allait s'attaquer aux fondements du capitalisme ? Nulle part et pour cause !)